TROISIEME ANNEE. — N° 38. 14 SEPTEMBRE 1922.

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142 Rue Montmartre, Paris Hebdomadaire *Le Numéro : 50 centime*

SOMMAIRE

Nos désaccords (*Boris Souvarine*). — Kropotkine et la France (*H. Sandomirsky*). — Insulteurs et « Renégats » (*Victor Serge*). — Karl Marx et Ferdinand Lassalle (*Alix Guillain*). L'Ataman Krasnov, dernier champion de Kerensky (*V. Serge*). — Le développement du capitalisme américain (*A. Friedrich*). — La Révolution prochaine (*B. Souvarine*).

NOS DÉSACCORDS

Les militants qui suivent attentivement la vie du Parti ont appris, par un bref procès-verbal de la dernière séance du Comité Directeur, qu'un groupe de camarades a réclamé la destitution du directeur du *Bulletin Communiste*. Ces camarades se sont trouvés en minorité. Une proposition de Frossard, opposée à la leur, a été adoptée, maintenant le *statu quo*.

Nous nous félicitons d'avoir vu ce groupe de camarades affirmer ouvertement, et sous une forme concrète, son hostilité à l'orientation du *Bulletin*. Depuis la fondation de celui-ci (février 1920), la ligne qu'il a suivie n'a pas varié : c'est celle du communisme révolutionnaire, dont la III^e^ Internationale est l'incarnation. Depuis sa fondation, il a connu des ennemis acharnés, parce qu'il n'a jamais été neutre et qu'il a toujours pris position, sur quelque question que ce soit, avec le maximum de netteté, sans se soucier des colères ni des haines qu'il s'attirait, uniquement préoccupé de servir le communisme contre toutes les déviations. Il est naturel que dans la crise actuelle du Parti, le *Bulletin* ait une politique différente de celle des responsables de la crise, lesquels sont logiques en tentant de désarmer un organe (ou son directeur) bien décidé à défendre jusqu'au bout le programme et la tactique de l'Internationale.

Il est vrai que ce groupe de camarades prétendra une fois de plus que ce n'est pas la politique de cet organe qu'il met en cause, mais *la manière* dont son directeur la défend, *la forme* de nos critiques, *l'expression* de notre opinion. Pourtant, tous les camarades avertis comprennent qu'il n'y a jamais désaccord profond sur *la forme* quand le désaccord ne touche pas *au fond*. Ceux qui ne parlent que de la forme n'osent pas, en réalité, s'en prendre au fond, mais c'est bien le fond qui leur est intolérable.

Nous pourrions demander à nos censeurs si leur forme, à eux, revêt toujours le caractère d'urbanité qu'ils réclament de nous. Les militants du Parti n'ont sans doute pas perdu complètement le souvenir des moyens employés, avant et lors du dernier Congrès, pour réaliser l'assassinat politique de militants gênants. Toutes les ressources de la calomnie, de la perfidie, et de ce que Frossard et Ker ont appelé à Marseille « la cuisine », ont été mises en œuvre. Nous n'y insistons pas parce que le sujet nous répugne. Il nous plaît, en outre, d'avoir raison de nos ennemis en négligeant leurs procédés pour n'attaquer que leur politique.

Nous observerons seulement, pour en finir avec cette histoire de la forme injurieuse de nos articles, que la tentative d'enlever la direction du *Bulletin* à un communiste fidèle à l'Internationale, n'est pas une nouveauté. Elle a déjà été faite, et avec succès, par les mêmes hommes, contre le directeur intérimaire du *Bulletin* en l'absence du directeur en titre, contre le camarade Amédée Dunois. Dira-t-on que Dunois donnait une forme trop acerbe à ses articles ? Nous voudrions entendre Renoult, Méric, Verfeuil, Pioch, etc., soutenir cette thèse ; cela ne manquerait pas d'intérêt. Nous voudrions aussi entendre dire que la tentative d'éliminer Dunois de son poste de l'*Humanité* est due à l'impolitesse de Dunois !

Mais c'en est assez pour prouver que le dif-

férend est bien de fond, et non de forme. Revenons donc au fond.

***

La condition nécessaire à une solution heureuse de la crise du Parti, c'est un grand sang-froid dans l'examen de nos désaccords, leur origine, leur développement, leurs issues possibles. Les militants appelés à influencer les discussions locales et les débats des congrès doivent s'habituer à regarder la crise bien en face, à en envisager froidement les diverses conséquences, à y appliquer les remèdes avec fermeté.

Rien ne serait plus funeste à la destinée du Parti que les émotions factices, créées ou entretenues par ceux qui ont intérêt à surprendre la bonne foi de la masse à la faveur d'une atmosphère troublée, et les coups de théâtre, les effets de tribune, les incidents mélodramatiques. Le Parti a toujours à regretter les décisions qu'il prend dans de telles conditions. Les congrès de Tours et de Marseille — pleurs au premier, grincements de dents au second — ont servi le communisme dans toute la mesure où une partie de leur travail a été préparée et pratiquement réalisée dans le calme ; nous voulons parler des résolutions et thèses votées ; ils ont été nuisibles à notre mouvement dans toute la mesure où ils ont pris des décisions dictées par l'émotion, profonde ou factice, surgie sous l'influence d'incidents dépourvus d'intérêt.

Notre Parti traverse une crise : mais tous les Partis ont connu les leurs. Un Parti fort sait résoudre ses crises à son profit. Et notre Parti est un parti fort par sa doctrine, qu'il tient de l'Internationale communiste, et par sa signification historique, qui est de devenir l'avant-garde de la révolution prolétarienne. Son présent peut être difficile, son avenir n'est pas douteux. Il peut encore surmonter ses difficultés passagères, d'autant plus facilement que l'exemple des autres partis, socialistes et communistes, et l'expérience de l'Internationale sont là pour l'éclairer et l'aider.

Nous devons donc entrer dans la période préparatoire au Congrès avec la volonté bien arrêtée d'écarter des discussions tout ce qui peut nuire à leur développement clair et sain, toutes les considérations étrangères aux *questions politiques* dont le Congrès doit donner la solution. Ce que nous savons de l'état d'esprit des militants actifs du Parti, tant en province qu'à Paris, nous permet de croire que nombreux sont les camarades qui envisagent comme nous la situation et qui la traiteront comme nous.

Ces militants voient bien, aujourd'hui, que ceux qui crient toujours aux questions personnelles sont en réalité ceux-mêmes qui les créent, pour empêcher de résoudre comme elles devraient l'être les questions politiques. Le prochain Congrès aura assez de sagesse, de maîtrise de soi, pour interdire ces auto-apologies personnelles, ces attaques éhontées qui ont détourné le Congrès de Marseille de sa tâche.

Il y a des questions mises à l'ordre du jour : la politique générale du Parti, que le rapport du secrétariat évoque inévitablement ; le front unique, décidé dans tous les pays et appliqué par tous les Partis communistes, sauf en France ; le programme d'action du Parti. Ce sont ces problèmes essentiels qu'il s'agit de traiter. Quand le Congrès les aura résolus, le reste s'accomplira sans difficulté.

***

Le Parti est en présence de cinq tendances affirmées, qui ne se maintiendront peut-être pas toutes jusqu'au Congrès mais qui dessinent assez bien la physionomie politique du Parti.

La tendance Verfeuil vient de s'affirmer avec quelque éclat, non par la valeur de ses opinions qui sont pauvres, mais par la publicité que la presse bourgeoise lui a donnée. Le *Matin* du 9 septembre, et après lui l'*Action Française*, le *Popu*, et la plupart des autres journaux bourgeois, ont publié la lettre de Verfeuil convoquant ses partisans. Nous regrettons que l'*Humanité* n'ait pas immédiatement reproduit le document, pour l'édification du Parti : nous proposerons aux camarades responsables qu'ils le fassent, dans la prochaine « Page du Parti ». Dans cette lettre, Verfeuil dit notamment que l'Exécutif est « transformé en une sorte de grand conseil de l'Inquisition ». Cela suffit à donner une idée du ton et de l'esprit de la tendance Verfeuil. Celui-ci continue, d'ailleurs, la besogne qu'il a commencée au lendemain de Tours, et qui n'est pas communiste. Il aurait bien tort de se gêner, puisque le Comité Directeur admet sa personne et ses opinions comme conciliables avec l'adhésion du Parti à la 3e Internationale. Dans un document qui mérite de rester, Cachin et Renoult ont déclaré à Moscou que Verfeuil est un « homme de gauche ». Le Congrès dira si c'est aussi son avis.

La tendance Heine s'appelle « Comité de Défense communiste », par analogie avec un comité syndicaliste d'appellation semblable, évidemment parce que l'un et l'autre font, l'un dans le Parti, l'autre dans les syndicats, besogne identique. On connaissait naguère le point de vue de cette tendance, qui s'affirmait fédéraliste, antiparlementaire, anarchisante par toutes ses conceptions. On ne la connaît plus, maintenant qu'elle change d'opinion chaque semaine, selon les besoins qu'elle a de ré-

colter çà et là quelques voix égarées. De même que Verfeuil est un « homme de gauche », selon Renoult et Cachin, Heine et ses partisans sont « hommes d'extrême-gauche », à les en croire. Le Congrès appréciera.

La tendance Renoult est aussi, comme les deux précédentes, « de gauche » (qu'elle dit). Son principal souci est de rappeler l'Internationale Communiste à l'ordre, chaque fois qu'elle s'écarte de la ligne révolutionnaire. Nul n'ignore que les bolcheviks sont de pauvres opportunistes, qui conduiraient la 3e Internationale aux abîmes du réformisme, si Renoult n'était là qui veillait. Renoult, comme chacun sait, est le marxisme fait homme. Il y a bien un nommé Trotsky, qui le considère comme un « opportuniste honnête », mais que vaut l'opinion d'un homme qui traite avec Lloyd George ? La tendance Renoult absorbe volontiers les tendances Verfeuil et Heine, quand il s'agit de prendre position sur une question importante : cela n'a rien pour nous étonner, puisqu'elles sont toutes trois des tendances « de gauche ». Ces trois tendances réunies, sous le drapeau de Renoult, viennent de se faire battre à plate couture plusieurs fois de suite, à la Fédération de la Seine, laquelle ne veut plus d'un seul de leurs membres à sa direction, après l'expérience qu'elle en a faite. Le Congrès dira ce qu'il pense de cette troisième tendance « de gauche ».

La tendance Frossard, réunie récemment sur convocation de plusieurs fonctionnaires importants du Parti, a au moins le mérite de connaître et de reconnaître sa vraie place, qui est au centre. L'Internationale l'appelle tendance du centre, et elle ne s'en défend pas, ce qui nous change de ces tendances de droite qui veulent absolument avoir l'air d'être à gauche, à gauche de l'Internationale Communiste. La tendance Frossard affirme dès sa naissance sa résolution d'appliquer loyalement les décisions de l'Internationale. Cela nous suffit, pour commencer. Notre sympathie, celle du Congrès aussi, certainement, va aux hommes qui n'ont d'autre ambition que de se faire les bons serviteurs de l'Internationale, donc du communisme révolutionnaire, du prolétariat.

La tendance « de gauche », (encore une, mais cette fois, c'est la bonne), ne s'est pas appelée ainsi elle-même. C'est l'Internationale qui lui a donné ce nom, et elle s'y connaît. Tandis que les trois tendances dont nous avons parlé au début se sont baptisées elles-mêmes « de gauche », et elles n'y connaissent rien. Le nom, d'ailleurs, ne fait rien à l'affaire : c'est la chose qui importe, donc le contenu idéologique de la tendance. Celle-ci a pour programme et tactique les idées de l'Internationale. Cela suffit, croyons-nous, à lui valoir la sympathie et l'adhésion du Parti.

***

Mais, dira-t-on, puisque deux tendances, celle du centre et celle de la gauche, se réclament de l'Internationale, pourquoi ne font-elles pas une seule et même tendance, qui sera l'immense majorité du Parti et qui prendra en mains les destinées de celui-ci ?

Précisément, c'est ce que nous voulons. C'est ce que veut l'Exécutif. C'est ce que signifie la formule « union du centre avec la gauche », qui nous vient de Moscou.

C'est à coup sûr ce que voudra également le Congrès qui reconnaîtra vite dans ces deux tendances les forces saines du Parti et les conjoindra pour le travail commun.

Le centre et la gauche ne sont pas des courants identiques. Le premier a eu, depuis Tours, la responsabilité essentielle dans la direction du Parti, direction qu'il a mal assumée. Il a, par sa complaisance envers les trois tendances de droite récemment condamnées par la Fédération de la Seine, fortement contribué à provoquer la crise du Parti. Heureusement, il s'est aperçu de son erreur et, en se ralliant *in fine* à l'opinion de l'Exécutif, il contribue fortement à engager le Parti dans la voie du salut. Le second courant, celui de gauche, a toujours été d'accord avec l'Internationale. Il a vu à temps les dangers que courait le Parti et il les a signalés. Tout ce qu'on peut lui reprocher, c'est d'être resté trop longtemps effacé, d'être intervenu trop timidement. Celui qui apprécie objectivement la crise du Parti, du point de vue de l'Internationale, ne peut nier que c'est la gauche (la vraie !) qui a fait preuve de clairvoyance aux heures les plus difficiles.

Tels qu'ils sont, le centre et la gauche représentent, avec leurs qualités et leurs défauts, le noyau sûr du Parti. Leurs désaccords doivent normalement s'atténuer et disparaître dans le travail commun, dans l'action.

Boris SOUVARINE.

P.-S. — Nous prions nos camarades de province de nous faire connaître l'opinion de leur Fédération, de leurs groupes, sur la crise du Parti et les questions à l'ordre du jour du Congrès. Nous les prions de nous envoyer leurs journaux, leurs ordres du jour, que nous commenterons dans une rubrique spéciale de discussion consacrée au Congrès.

CORRESPONDANCE

Nous avons reçu du camarade Chambelland, de la *Vie Ouvrière*, une intéressante lettre critiquant certains passages de l'article : *Des ouvriers, pas d'ouvriérisme*, paru dans le dernier numéro. Nous la publierons dans le numéro suivant, avec une réponse.

KROPOTKINE ET LA FRANCE

Bien qu'ayant passé plusieurs dizaines d'années en exil, Kropotkine avait conservé jusqu'à la fin de ses jours des liens étroits avec la Russie. De tous les militants à la chevelure blanchie qui étaient rentrés en Russie, seul Kropotkine n'était pas un émigré dans son pays. Que ce fût à Dmitrov, parmi les instituteurs et les coopérateurs du district, parmi les adolescents des villages et les ouvriers des usines voisines, que ce fût à Moscou, dans le cercle de ses camarades ou de la société variée qui ne cessait de frapper à sa porte, il savait communier tout entier avec la véritable réalité russe et il en saisissait les pulsations. Je dirai qu'il aimait la Russie d'un amour profond, mais d'un amour caché. De vives lueurs de ce sentiment apparaissaient à travers l'internationalisme réel et sans fard qui résultait de l'essence même de ses conceptions et que des dizaines d'années d'exil et de contact avec le prolétariat occidental avaient si bien renforcé en lui. Un interlocuteur n'eût jamais trouvé en lui un adepte sentimental de la communauté. Mais, sans nul doute, il aimait la Russie pour ses possibilités « sociales » infinies, pour l'esprit « d'entr'aide mutuelle » qui anime son peuple.

L'Angleterre maniérée, ennuyeuse, trade-unioniste par essence et non-révolutionnaire avait donné à l'exilé un abri, le calme nécessaire aux travaux scientifiques et un champ immense pour l'étude de la mécanique compliquée du capitalisme moderne, pour la pénétration des secrets multiples et attrayants de l'industrie sous toutes ses formes, depuis le landlord jusqu'au fermier, depuis les géants de Manchester et de Birmingham jusqu'à la minuscule échoppe du petit artisan.

J'ai appris de ses livres et de lui-même qu'à la Chaux-de-Fonds et en France, et ailleurs, Kropotkine entrait volontiers dans la chaumière enfumée de l'ouvrier travaillant à domicile et observait les coutumes locales. Mais ce n'était pas pour cela qu'il aimait la France. Il avait donné à Paris tout son grand cœur parce qu'il avait foi en son ancienne vaillance, il croyait en la France comme au berceau de toutes les révolutions et en Paris comme au laboratoire des futures expériences sociales. L'image de « l'homme en blouse » l'attira toute sa vie, et de même qu'à Vaillant, le vieux Communard, le rayonnement empourpré du soleil sur Paris lui apparaissait comme une tache sanglante sur la voûte céleste, cette immense Blouse Bleue de l'univers.

Un grand nombre, un nombre infini d'hommes divers, français et étrangers, depuis les savants sérieux et « objectifs », les fougueux républicains bourgeois, les idéologues enthousiastes du droit féodal jusqu'aux romanciers les plus superficiels ont consacré leurs loisirs (et parfois même leur vie) à l'étude et à la description de la Révolution de 89-93, mais le livre que Kropotkine nous a laissé sur elle n'eût pu être écrit sans un amour de la France singulièrement tendre et profond. Cet amour éclate à chaque page du livre, et c'est pourquoi il fait revivre l'atmosphère embaumée de cette époque attrayante et pittoresque. Et remarquez bien que ce n'est pas seulement l'amour de la France qui anime ce livre, mais une tendresse et un amour tout particuliers pour les bourgerons d'alors, les Communards de 93, ces « enragés » qui, s'ils avaient eu pour eux certaines circonstances et un entourage à la conscience plus développée, n'auraient peut-être pas fait la révolution sociale, mais auraient cependant ébranlé la France jusque dans ses assises, comme l'ont fait nos bolcheviks.

***

Je me souviens, comme si cela s'était passé aujourd'hui, de l'inoubliable fin d'automne de 1917 à Moscou, du vent froid et désagréable qui soufflait sur la Grande Nikitskaïa, déserte à minuit, et de l'impression ressentie de mes premiers entretiens avec Kropotkine. Beaucoup d'entre nous ont déjà parlé de sa conversation attrayante, toujours étincelante d'esprit, du talent achevé avec lequel il contait ses observations et ses impressions personnelles, aussi ne viendrai-je pas allonger leur liste. Je me souviens seulement du charme produit par ses paroles, charme si grand que dans cette soirée de novembre, une pensée sacrilège me vint à l'esprit : prendre des notes de tout ce que j'entendais. Mais je la chassai au plus vite, tant j'étais persuadé qu'il me serait donné d'entendre encore bien des choses tout aussi séduisantes sortir de la bouche de ce narrateur éternellement jeune et de cet ardent discuteur.

Kropotkine discuta passionnément, ce soir-là aussi, avec un vieux camarade, un de ceux que la Révolution d'Octobre (1) avait stupéfaits et effrayés. L'opinion de Kropotkine sur Octobre était si curieuse à entendre sortir de sa bouche que je me contentai de participer à la conversation uniquement en qualité de témoin silencieux.

Et, bien entendu, il ne manqua pas de faire le parallèle inévitable avec la France et ses révolutions qu'il connaissait mieux que tout autre.

***

— Tout ce qu'on dit sur « le chiffre formidable des victimes » à Moscou, dit Kropotkine en prenant congé du camarade, martelant chaque mot et mettant de la sévérité dans sa voix, — tout cela n'est qu'un bavardage futile. Je ne vous conseille pas de répéter les racontars banals et non vérifiés sur les « cruautés ». Comparez avec la France...

Et nous entendîmes un discours harmonieux, ou plutôt un cours achevé, quoique nous fussions depuis longtemps déjà dans l'antichambre déserte de la maison à colonnades, jadis hôtel particulier, de la Grande Nikitskaïa, où s'engouffrait le vent froid de la rue. Il nous parla de la grande Révolution de 89-93, des chiffres incalculables des victimes dans les villes et les villages, il nous relata les brillants épisodes des guerres civiles, les innombrables manifestations d'un héroïsme éclatant et d'une cruauté inhumaine.

La France — *ultima ratio* — est la mesure des choses... et des révolutions. Kropotkine ne pouvait comparer Moscou qu'à Paris, les provinces résistant à Moscou qu'à la Vendée, la Russie qu'à la France.

Il ne s'était pas manifesté de cruautés au cours de l'Octobre moscovite, ses victimes étaient infimes en comparaison des chiffres établis après la Révolution de 89-93, telle fut la conclusion de Kropotkine.

Au cours de cette conférence improvisée il démon-

(1) Octobre — vieux style ; c'est en novembre, d'après le nouveau style, que les ouvriers et les paysans ont fait leur révolution en Russie. — *N. de R.*

tra chaudement la nécessité de comparer les nombres de la population et de tenir compte de toutes les autres circonstances.

Vers la fin, on discuta le rôle historique du parti bolchevik. Kropotkine ne fut pas long à trouver un parallèle avec les Français.

— Les bolcheviks, ce sont les « niveleurs », dit-il, et il traduisit aussitôt :

« *Des égaliseurs.* — En France, les masses les aimaient et les appréciaient beaucoup. Ils auront également du succès chez nous. »

« Des égaliseurs ». — Ce ne fut pas seulement sans la moindre ironie que Kropotkine prononça ce mot, mais en appuyant et en approuvant visiblement. Ce fut comme s'il eût dit :

« Eh bien ! oui, ce ne sont pas évidemment des anarchistes, comme vous et moi, mais par contre des égaliseurs. C'est déjà bien. »

Et de cette caractéristique, je compris, au moment où la porte du numéro 44/a s'ouvrit devant moi et que le vent glacial éclaircit mon cerveau échauffé par la discussion, que Kropotkine *approuvait* Octobre et le rôle joué à ce moment par les bolcheviks. Et aucune fausse interprétation ultérieure n'avait pu le déplacer de cette position. C'est avec un amour dissimulé qu'avait été prononcé par Kropotkine ce mot français si sonore, qui justifiait ainsi l'incendie et l'effondrement des immenses bâtiments situés tout près du vieil hôtel particulier, à la porte Nikitsky (1).

L'amour de Kropotkine pour la France avait joué un rôle exclusif dans la formation du profond abîme qui le sépara pendant la guerre mondiale, non pas seulement de ses disciples, mais de ses anciens amis et compagnons de lutte, tels que, par exemple, Enrico Malatesta ou Domela Niewenhuis, restés fidèles aux idées de l'antimilitarisme et de l'antipatriotisme. J'ai en vue son jusqu'auboutisme et son ententophilie. Qui donc l'a suivi dans cette voie ? Une petite poignée de vieux amis des *Temps Nouveaux*, détachés des grandes masses, dans le genre de Jean Grave, M. Korn, l'anarchiste géorgien ; le solitaire V. Tcherkesof et Charles Malato, dévié du côté de l'extrême chauvinisme dans sa *Bataille Syndicaliste*. Mais les écrits jusqu'auboutistes de ces amis, même aussi fidèles que J. Grave, contenaient toute une série de petites réserves, assez sérieuses parfois, et seul, Kropotkine, avec la franchise qui le distinguait, mena sa propagande ententophile jusqu'à sa fin logique.

Mais dans tous ses écrits ententophiles qui amenèrent une pénible rupture entre lui et l'écrasante majorité de ses camarades, Kropotkine ne souffrit jamais pour l'Angleterre. C'est parce que, dira-t-on, la guerre mondiale n'avait jamais menacé la sécurité territoriale de celle-ci. Non, ce ne fut pas seulement pour cela. Même à la Russie il accordait moins d'attention qu'à la France dans ses écrits et ses discours jusqu'auboutistes, parce qu'il aimait la France plus que tout au monde et qu'il attendait tenacement, inébranlablement, jusqu'à son dernier soupir, quelle donnât le signal de la transformation sociale du monde et que ses hommes en blouse, enjambant les débris de l'étatisme renversé, allassent plus loin que nos « niveleurs »-bolcheviks d'Octobre.

Et c'est parce qu'il l'aimait ainsi et qu'il croyait à sa mission providentielle que Kropotkine se souciait aussi douloureusement de son intégrité territoriale, qu'il s'alarmait pour elle au point de lui sacrifier une grande partie de ce qui lui était cher avant la guerre. C'est ainsi que par amour pour son enfant, menacé par un danger mortel, une mère est prête au crime pour le sauver. Or, ce n'était pas seulement la France que Kropotkine devait sauver, mais encore sa foi dans le rôle révolutionnaire de celle-ci. Il est hors de doute que ce que nous appelons le jusqu'auboutisme de Kropotkine s'était formé de toute une série de différents facteurs idéologiques. Non seulement il était un ami de la France ,mais un membre de l'aile bakpuninienne de la Société Internationale des Ouvriers qui avait toujours témoigné de la défiance envers les marxistes et, particulièrement, envers la social-démocratie allemande, laquelle avait marché à la suite de Guillaume en 1914-1918. Mais, pour le moment, nous laisserons de côté les autres facteurs aussi bien que l'analyse de sa position pendant la guerre mondiale, position qui fit détacher de Kropotkine presque tous ses camarades. Ceux qui ont connu plus intimement Kropotkine pendant ses dernières années et qui n'ont pas évité de lui parler et de lui écrire sur ce *grand* sujet, ceux-là ont compris clairement que son ardent amour pour la France et ses hommes en blouse avait déterminé son idéologie jusqu'auboutiste.

***

Jusqu'a la signature du traité de Versailles j'avais évité, moi aussi, de m'entretenir sur ce sujet avec Kropotkine. *Lui*, il ne l'évitait jamais, il aimait à parler fréquemment de la guerre, des Allemands, du rôle réactionnaire de l'Allemagne. Il lui était pénible d'en parler avec des camarades, car il ne trouvait parmi eux presque pas de sympathisants à ses idées sur ce sujet. Il y était très sensible, et mon silence n'était pas resté inaperçu pour lui. Sa sensabilité d'âme lui avait fait comprendre que j'écoutais avec curiosité ses récits et ses observations, toujours entremêlés de faits, de saillies inimitables, mais que ses harangues contre l'Allemagne n'éveillaient pas de sympathie en moi.

Je ne sais comment cela se fit, mais après la signature du traité de Versailles je compris qu'il n'était plus possible de continuer à me taire à ce sujet dans ma correspondance avec un homme qui m'était resté aussi cher, malgré toutes nos divergences.

A cette époque, Kropotkine habitait déjà Dmitrov et, de là, était en correspondance active avec ses amis de Moscou.

Dans ma lettre à Kropotkine, j'écrivais que la signature de ce traité de bandits devait faire écrouler comme un château de cartes les illusions des protagonistes de l'Entente (les siennes, entre autres), affirmant que la victoire de l'Entente amènerait le triomphe de la cause de la liberté. Ceux qui avaient marché à leur suite n'allaient pas manquer de leur demander des comptes. Je demandais à Kropotkine si la paix imposée par les tripoteurs de Versailles et les banquiers de l'Europe ne deviendrait pas le tombeau des idées patriotiques et jusqu'auboutistes.

J'ai conservé une lettre de 16 pages couvertes d'une écriture serrée par laquelle Kropotkine répondit à mes questions. Elle est datée du 24 mai 1919, de Dmitrov, gouvernement de Moscou, rue des Soviets, maison Olsoufiev. Kropotkine m'y donnait à savoir qu'il avait reçu le 18 ma lettre du 16, qu'il était « très alarmé de la situation de Petrograd », mais qu'il essaierait de répondre à mes questions. De tout ce qu'il m'a été donné de lire de Kropotkine sur la guerre mondiale, c'est cette lettre qui a produit sur moi la plus forte impression.

Et, bien entendu, tous les sentiments qui l'agitent convergent comme toujours vers la France et vers le désir de sauver du péril allemand le berceau de la révolution.

De cette lettre, qui n'a jamais été publiée, je ne

(1) Dans lequel d'anciens amis avaient mis deux chambres à sa disposition.

citerai que ce qui révèle ses alarmes cachées pour la France.

Après avoir déclaré qu'il y a lieu seulement de se réjouir des concessions territoriales consenties par l'Allemagne, Kropotkine demande :

« L'Alsace et la Lorraine devaient-elles donc rester entre les mains de l'Allemagne, alors que la population ne le veut à aucun prix, après être restée 47 ans sous la férule allemande. La France *ne peut plus* (cette expression est soulignée trois fois) continuer à vivre ainsi sous la menace de voir 70 millions d'Allemands l'assaillir au moindre trouble intérieur ou à la moindre tension dans les questions coloniales, et lancer, de Metz, forteresse (1) allemande, *une semaine avant la mobilisation*, en raison du *Kriegsgefahrzustand* (2), sur la France désarmée (sur une zone de 150 kilomètres d'après le traité de Francfort), une armée de 125.000 hommes, *complètement* équipée, munie de tous les engins possibles, jusqu'à la dernière grenade à main.

« Il est certain que, étant bouclé sous les verrous en Sibérie, vous n'avez pas *vécu* cette situation de la France ; nous autres, c'est-à-dire les camarades français et moi, nous avons *vécu* et *souffert* cette situation-là (souligné deux fois par Kropotkine).

« Je me souviens d'avoir dit par deux fois aux camarades français : « Eh bien ! commençons ! » Et eux me répondirent avec tristesse, presque les larmes aux yeux : « Mais, Pierre, dans quinze jours les Allemands seront à Paris. » Et, avec la même tristesse, nous reprîmes : « Oui, vous avez raison. »

« Je me souviens d'avoir un jour fait ce reproche à Rochefort et aux autres nationalistes : « Au lieu de tous vos écrits, vous feriez mieux de couvrir la frontière de fortifications de campagne, de manière à ce qu'un chien, et à plus forte raison une armée, ne puisse passer en partant de Metz. » Et l'on me répondit : « Kropotkine ignore, sans doute, que d'après une clause secrète du traité de Francfort (1871) nous n'avons pas le droit de construire de fortifications à moins de 150 kilomètres de la frontière ?

« Je me souviens également d'avoir écrit une fois pour notre journal un article intitulé : « Démantelez Metz », me rappelant que peu de temps avant la guerre de 1870-71, Napoléon III avait exigé de l'Allemagne la destruction de la forteresse de Luxembourg, laquelle (comme Metz par la suite) avait été transformée en place forte, c'est-à-dire en forteresse *d'attaque* et non de défense. Mais je ne me décidai pas à publier cet article, sentant qu'une demande aussi raisonnable soulèverait en Allemagne une tempête capable de déclencher la guerre.

« En un mot, la *nécessité* pour la France de se débarrasser du voisinage des territoires allemands, — par conséquent, de forteresses à 260 kilomètres de Paris, est si évidente qu'il ne vaut pas la peine d'en parler.

« N'oubliez pas qu'en 1914 les Allemands étaient à quelque 30 kilomètres de Paris, lorsque Paris fut sauvé par ce que le peuple a appelé « un miracle », par ce tour de force joué avec 60.000 hommes ramassés parmi les gendarmes, les agents de police et autre racaille, déguisés en soldats et amenés en autos sur le flanc des Allemands. Quel massacre eut lieu quand des torrents de troupes allemandes, d'une supériorité extraordinaire, se répandirent sur la France comme une avalanche *qu'il ne fut pas possible* (souligné trois fois par Kropotkine) d'arrêter qu'en versant à flots le sang des défenseurs.

« Je voudrais bien vous envoyer une brochure (très étudiée) de Kautsky, *L'Alsace-Lorraine*, parue en novembre 1917. Je l'ai relue après avoir reçu votre lettre. Vous verriez quelle fut l'attitude des Allemands en 1871 (de Jacobi et de son parti, de Liebknecht, de Bebel et de tout le Conseil de l'Internationale) par rapport à l'annexion de l'Alsace-Lorraine. Et vous verriez à quelles incroyables concessions avaient consenti les Français — même le « chauvin » Hervé (devenu chauvin en voyant que la guerre était déjà décidée par l'Allemagne — pour reprendre l'Alsace-Lorraine, même en l'échangeant contre les colonies, etc.

« On dira, peut-être : pourquoi ne pas faire un plébiscite ? Pas un Allemand ne met en doute que l'Alsace, à une écrasante majorité, ne se prononce pour le retour à la France. La haine du « joug » allemand est aussi forte en ce moment en Alsace qu'en 1872, époque à laquelle il m'arriva de la parcourir. Mais en ce qui concerne la Lorraine, le gouvernement allemand y a fait venir tant *d'Allemands d'Allemagne* (comme il l'a fait pour les provinces de la frontière polonaise), ce gouvernement a pratiqué la « colonisation » de la Lorraine sur une si large échelle que l'issue du plébiscite y est incertaine dans plusieurs arrondissements, surtout dans les régions minières. Il se *peut* que les Allemands y auront une *légère* supériorité. C'est un Lorrain qui m'a expliqué cela en détail : j'ai même gardé quelque part sa carte des arrondissements... »

Passant, dans un autre endroit de sa lettre, à la province de la Sarre « avec sa population de 300.000 hommes », Kropotkine dit en défense des Français :

« Vous savez ce que les Allemands ont fait du pays en battant en retraite... d'ailleurs je dis une sottise,— vous *ne le savez pas*. D'où le sauriez-vous, alors que notre presse russe plaignait tellement « ces pauvres Allemands attaqués par le monde entier » que personne n'a jamais dit toute la vérité sur leurs méfaits pendant leur retraite. En un mot, les mines de charbon françaises sont inondées, détruites. Je suis descendu dans les mines en Angleterre et je sais pertinemment ce que signifie la destruction ou simplement l'inondation d'une mine, après qu'on avait fait sauter la pompe. Les Français disent *la vérité* en affirmant qu'il faudra quinze ans pour la remise en état des mines. Mais, en *admettant* qu'ils mentent, *s'il est vrai* que l'on peut remettre les mines dans leur ancien état au bout de deux ou trois ans, de quoi donc s'agit-il ? Pourquoi les Allemands ne se mettraient-ils pas eux-mêmes à l'œuvre, après avoir assuré à la France le charbon qu'elle ne peut *actuellement* extraire chez elle tant que les mines ne sont pas réparées ? »

***

Son inquiétude pour sa chère France l'avait amené, comme nous le verrons plus tard, à une franche apologie du traité de Versailles. Mais, même dans cette apologie, il y a quelques signes qui font voir que c'était la France des *hommes en blouse* qui était toujours chère à Kropotkine.

« Je sais, m'écrit-il, quelle meute acharnée sont les capitalistes français. Je sais combien ils sont heureux lorsqu'ils peuvent arracher un morceau de plus. Et c'est ici que les pourparlers sont possibles. Et ils *auront lieu*. Même les *Izvèstia* laissent entendre parfois que les gens raisonnables en Allemagne ne voient rien « d'épouvantable » dans les conditions. »

Et plus loin :

« N'oubliez pas, mon cher, que la France a perdu 1.600.000 *tués* (sur 38.000.000 de Français, soit sur 19.000.000 de population mâle dont 9 millions et

(1) Ecrit en italiques par Kropotkine.
(2) Etat de siège.

demi d'enfants et de vieillards...) que l'Angleterre en a perdu autant, la Russie, — 1.700.000, etc., et il est tout naturel que l'on veuille s'assurer contre de pareilles aventures, ne fût-ce que pour 50 ans suivants. »

Après avoir consacré une page aux « menées » coloniales de l'Allemagne, Kropotkine revient sur le même sujet :

« Je le répète, je suis persuadé que les Alliés sont prêts d'avance à marchander, — et ils seront prêts à faire des concessions pourvu « que ça ne se répète pas avant un demi-siècle, et entre temps viendra quelque chose de nouveau, — le socialisme, l'anarchie, comme je le pense. »

Répondant à ma remarque ironique au sujet du souci que les auteurs du traité de Versailles manifestent à l'égard de la journée de 8 heures, Kropotkine écrit :

« En ce qui concerne les ouvriers « comblés », je vous dirai que bien avant d'entrevoir la possibilité de la victoire des Alliés, lorsque nous étions encore en Angleterre, un *immense* travait était déjà en train, grâce aux leçons de *l'économie nationalisée* pendant la guerre, se traduisant par toutes sortes de commissions concluant, les unes à quelque chose approchant du « Guild socialism », les autres, au « Municipal socialism », les troisièmes, au « State socialism », aux comités de fabrique et d'usine, à la remise des usines et des fabriques entre les mains des ouvriers, etc., etc.

.. ..

Je ne saurais épuiser dans un article tout le contenu de cette lettre. Car toutes les 16 pages ne sont pas seulement couvertes d'une écriture très serrée, mais presque tous les mots sont en abrégé et il n'est guère facile de les déchiffrer tous. Après avoir dit à quel point le Parlement avait baissé dans l'esprit des ouvriers d'Occident, Kropotkine ajoute :

« Je devrais bien vous écrire encore trois ou quatre pages » et il termine, après m'avoir invité à aller à Dmitrov, par une de ses saillies habituelles.

« Ne m'en veuillez pas de mes omissions ou de mes redites ».

Notre correspondance sur les suites de la guerre mondiale ne s'en tint pas là.

Dans une autre lettre, Kropotkine m'écrivait:

« Une chose me console. La menace dressée contre le monde — L'Allemagne — est brisée pour jamais. Le monde a la possibilité de se développer librement. Le « tigre » (Clemenceau) régnera deux ans, moins, probablement, et la France comme l'Angleterre se mettront à démolir le passé, et elles ne se contenteront pas de démolir, elles reconstruiront et ensemenceront, après avoir labouré le sol nouveau à l'aide d'un tracteur et non plus d'une légère charrue ».

.. ..

Dix-huit mois se passèrent. Certes, Kropotkine ne perdait pas sa foi sereine en sa chère France, mais pendant tout ce temps, aucun événement n'était venu la renforcer. Le « tigre » était parti, il est vrai, mais il avait été remplacé par des « petits tigres » postés par la « meute acharnée », renégats professionnels, tels que Millerand, Briand, etc.

L'homme en blouse courbait toujours davantage le front qu'il avait naguère porté si haut.

C'était là tout ce qu'il avait obtenu pour son sang répandu à la guerre. Le berceau de la révolution s'était changé en la citadelle de la réaction mondiale. Les travailleurs de France avaient été bafoués et Versailles en était resté le symbole. L'esprit du Coblentz européen dominait Paris jadis épris de liberté, maintenant couvert de honte par ses maîtres.

Et, pendant ce temps, la réalité russe, sillon infini, labouré non pas par un tracteur étranger, mais par la charrue nationale conduite par les mains inhabiles, calleuses, mais fermes, non pas des hommes en blouse de Saint-Antoine ou de Montmartre, mais des « niveleurs » russes, empoignait de plus en plus l'éternellement jeune Kropotkine au fond de son petit Dmitrov d'où il maintenait de solides relations avec ses amis. Ses pensées s'éloignaient de plus en plus de la guerre...

Et voilà que, fort peu de temps avant la dernière crise qui devait l'emporter, Kropotkine m'écrivait, dans sa *dernière* lettre :

« Je vous remercie beaucoup, mon cher Herman Borissovitch, de votre bon souvenir. Oui, certes, ici er en Occident, les hommes iront au-devant l'un de l'autre, mais quand? J'ai peur que ce ne soit dans bien longtemps, car, tant que le capital aura la possibilité de s'enrichir par le travail des autres, *cela n'aura pas lieu.* Tant que les hommes ne comprendront pas que le « capital » n'est pas autre chose qu'un *crédit* accordé et, en général, tant que toutes sortes d'entreprises seront financées par le capital, la rencontre, tant désirée, des hommes n'aura pas lieu et elle ne pourra avoir lieu. Et alors se pose cette question : par quel moyen hâter ce moment? »

Et plus loin, après avoir parlé de mes affaires et de mes sentiments personnels, Kropotkine termine en disant :

« ... La vie nouvelle est en train de naître, et au moins entre hommes aux vues à peu près semblables, ne soyons pas comme des étrangers... »

« La vie nouvelle est en train de naître » ... C'est avec cette foi que Kropotkine descendit dans la tombe, six semaines après. Même dans le petit Dmitrov, nous pûmes nous en convaincre en le conduisant à sa dernière demeure. Le sol, remué par la charrue, avait déjà levé et donné une abondante moisson. A Dmitrov, devenu le Ferney russe, la jeunesse était venue par milliers accompagner l'infatigable révolutionnaire. Je causai avec les enfants venus pour le voir une dernière fois. Ces blonds bambins m'étonnèrent ; tous, ils connaissaient le « grand-père » et son opuscule (« Notes d'un révolutionnaire »), commenté populairement à leur usage par les instituteurs ruraux.

Par contre, à l'Union locale des Jeunesses, où, la veille de l'enterrement, j'avais été invité à faire une causerie sur Kropotkine, les plus âgés me frappèrent par leur connaissance presque générale de son livre sur la révolution française.

Si Kropotkine avait pu entendre avec quelle animation et avec quelle compréhension les jeunes « niveleurs » de Dmitrov traitaient des divers courants de la révolution française, cela eût été pour lui une satisfaction immense.

Sa foi en sa chère France et ses fougueux hommes en blouse fut-elle ébranlée avant sa mort? Je ne le pense pas. Il attendait ardemment le commencement de la démolition en France, peut-être plus ardemment encore qu'il n'avait attendu, auparavant, sa victoire sur le champ de bataille ; il souhaitait cette démolition après laquelle le puissant tracteur eût pu labourer toute la France bourgeoise.

Mais il faut croire aussi qu'il nous a quittés, réconcilié, de toute son âme sereine de vrai révolutionnaire, avec notre charrue nationale.

H. SANDOMIRSKY.

Insulteurs et "Renégats"

Semenov, Konopleva, Stavskaïa, Grégoire Ratner, « vendus et traîtres », « renégats » ! On vous condamne à mort, à Moscou, « pour la frime ». Mais quand on vous grâcie ensuite, c'est le « prix de la délation ». Vous êtes des *provocateurs*, « Tchékistes », vous dénoncez votre ancien parti. Tout ce que vous dites est infâme. — C'est à se demander : « Mais de quel croupissoir parlementaire, de quels bas-fonds de journalisme véreux sortent donc ces misérables ? »

Tous les matins, dans les deux hémisphères, des députés et des plumitifs socialistes — oui ! — et révolutionnaires — oui ! — vous traînent dans cette boue, camarades ! Et ils s'y connaissent, eux qui sont « depuis vingt ans sur la brèche » — « au service de la révolution », c'est-à-dire habitués des petits cafés où l'on confectionne entre deux apéritifs l'opinion des milieux avancés.

Vous avez, vous, pendant des années, risqué tous les jours votre peau : et c'est grande chance si votre tragique aventure ne s'est pas terminée il y a dix ans déjà au bout d'une corde graissée par le pendeur du tsar, à dix pieds du sol. Vous avez été forçats, enchaînés, murés vifs, condamnés à mort. Vous avez marché d'étape en étape vers les bagnes de Sibérie, escortés de convoyeurs haineux, alors que vos insulteurs d'aujourd'hui écrivaient dans les gazettes révolutionnaires de si courageux articles !

Vous avez tué des généraux et des gouverneurs. Et chaque fois que vous faisiez le geste meurtrier, vous donniez consciemment votre vie à votre parti, à votre cause. Vous avez tiré, plus tard, sur des communistes. Et vous donniez encore votre vie à votre parti, à votre cause. Terroristes, sans cesse sacrifiés, volontairement, obstinément, pendant quinze ans, — vous vous êtes vendus la seizième année ! « Renégats ! ». — C'est ce qu'affirment, par ces temps de boue, des hommes qui ne vous connaissent pas, qui n'ont jamais risqué leur vie pour la cause qu'ils invoquent, dont le socialisme n'est souvent qu'une sinécure, dont la journalisme révolutionnaire fleure l'eau de toilette.

Et comme ils l'affirment avec tant d'aplomb, comme ils jonglent avec des mots tellement impressionnants : *délation*, *honneur révolutionnaire*, *reniement*, comme nous avons tous l'habitude d'être toujours les vaincus, nombreux sont les militants de toutes les tendances que l'abominable insulte trouble à la fin. A force d'être toujours dans tous les procès, les accusés et les condamnés, nous avons acquis une sensibilité morbide de révoltés sans espoir qui nous donne parfois maintenant comme un remords d'être les plus forts. Sur cette sensibilité de vaincus que les Russes ont dû surmonter pour vivre et vaincre, les insulteurs de révolutionnaires spéculent aujourd'hui.

« Renégats ! »

Ces terroristes socialistes-révolutionnaires d'hier accusent leur ancien Comité central, clament : « Nous avons tué, nous avons été des bandits et des contre-révolutionnaires parce qu'il nous trompaient ! » — Délateurs !

J'ai connu des renégats de cette trempe — parce qu'ils sont, ce chiffre a été publié, 80.000 anciens socialistes-révolutionnaires et mencheviks dans le Parti Communiste russe, 80.000 sans compter les anarchistes, j'ai vu dans son cercueil le cadavre méconnaissable de cet abominable Vladimir Mazine, ancien maximaliste, ancien menchevik — deux fois renégat, donc, en devenant communiste ! — qui m'avait dit qu'*il faut donner sa vie*. Et il était parti, commissaire aux armées, portant sous son front toute l'œuvre de Gœthe, de Lassalle et de Marx, se faire tuer sous Yambourg.

Autre renégat, Iakov Blumkine, — vivant celui-là, mais par miracle — ancien membre du Parti socialiste-révolutionnaire de gauche, aujourd'hui communiste. Blumkine, un jour de juillet 1918, pénétrait chez l'ambassadeur allemand à Moscou, Mirbach, et l'abattait à coups de grenades. Il ne comptait certes pas en revenir. Mourrait-il de la même grenade, ou fusillé par les Allemands, ou fusillé par les bolcheviks ? Peu lui importait, puisqu'il fallait cela pour le salut de la révolution, — du moins le croyait-il de toute son âme. Plus tard, le même courage l'amenait à reviser ses idées, à convenir que *les bolcheviks ont raison*. Alors la secte farouche dont il sortait voulut le tuer. On tira sur lui sans l'atteindre. Puis, on lui logea plusieurs balles dans le corps. Puis, dans sa chambre d'hôpital, devant le lit où il gisait, blessé, on jeta une bombe. — Il a survécu. Il est des nôtres. — Renégat !

J'évoque l'anarchiste S..., que la presse libertaire dénonce comme vendu au gouvernement des Soviets. Je sais qu'il a passé par le bagne, par la misère, par l'humble labeur quotidien des révolutionnaires scrupuleux qui n'ont jamais voulu transiger avec leur conscience, mais se sont acharnés à servir la révolution en toutes circonstances. Je sais qu'il ne peut pas ne pas conclure : *Pourtant, les communistes ont raison !* — Renégat, lui aussi, parce qu'au-dessus des intérêts du parti auquel l'attache son passé, il place l'intérêt suprême de la révolution actuelle, vivante, russe.

Et tant d'autres !

Ne sais-je pas un peu moi-même ce qu'il en coûte d'être de ces « renégats » ? Pendant dix, treize, vingt ans, on a marché dans une voie, acceptant quantité d'avanies, toutes les pauvretés matérielles, bien des pauvretés morales. On a été arrêté, anthropométré, condamné, immatriculé. On a porté la vareuse de droguet dans les prisons. On a bien cru y crever quelquefois — mais « socialiste-révolutionnaire », « menchevik » ou « anarchiste » quand même ! La grande tourmente est venue. Plus rien n'est resté, devant la réalité, de l'idéologie naïve de jadis. On a compris la loi de fer des révolutions : dictature. On est venu, non sans hésitation, luttes, retours sur soi-même, non sans en souffrir peut-être beaucoup, au parti des révolutionnaires plus clairvoyants, à qui l'expérience historique donnait raison. Mais, alors, tout le passé était perdu ? Pas tout, certes, car, pourvu qu'on ait été sincère, il subsiste toujours, même au sein des pires errements, un acquis indestructible, — pas tout mais beaucoup. Il a fallu renoncer à son passé, renoncer au nom de son vieux parti, à des camaraderies, à des amitiés précieuses, tout recommencer : on n'est, dans le Parti Communiste, qu'un nouveau venu.

Semenov, Konopleva, Stavskaïa, Grégoire Ratner, eux, à travers les sacrifices vraiment *grands*

d'une lutte vraiment active, ont fait ce dur chemin. Et il leur est arrivé un jour terrible de comprendre qu'ils n'avaient accompli qu'une œuvre néfaste, qu'ils étaient le contraire de ce qu'ils croyaient être, que, dévorés du désir de la servir, ils assassinaient quotidiennement la révolution. Pour eux, ce n'étaient pas des mots. Combien de militants pareils à eux n'ont trouvé à ce drame de conscience d'autre issue que le suicide ? Les Insulteurs ne se le demandent pas. Mais ces hommes-ci, au lieu de se consumer en vains remords, ont voulu défaire de leurs mains le parti de contre-révolution qu'ils avaient servi. « Je trahis mon parti, a écrit Semenov, pour ne plus trahir la révolution. » — Renégats ! — Que n'ont-ils pas dû souffrir, ces renégats, dans leurs conciences et dans leurs cœurs !

Pourtant, soyons durs, envers eux et envers nous. Ce qu'ils souffrent ne regarde qu'eux. Ont-ils raison ? Tout est là. *Quand un révolutionnaire s'aperçoit qu'il a fait fausse route, que sa secte ou son parti errent, que doit-il faire ?*

Demeurer fidèle à l'erreur reconnue ? Servir encore, par tradition, une cause en laquelle il ne croit plus ? Reculer devant le doigt tendu des Insulteurs (« Renégat ! ») et répéter de vieux mots désormais vides et suivre des mauvais bergers qu'il désapprouve ? Ne voit-on pas que ce serait la dernière des lâchetés, le pire renoncement à soi, la plus triste trahison de la cause révolutionnaire ?

Parce que le révolutionnaire se doit, avant tout, de voir clair en soi-même et d'être conséquent (ou d'y tâcher). Parce que *la trahison consiste pour lui à n'être point sincère et pour sa classe à servir directement ou non, consciemment ou non, la classe ennemie.* Parce qu'on n'est pas un révolutionnaire, si l'on n'a pas le courage de passer, s'il le faut, par-dessus son propre passé.

Victor SERGE.

Karl Marx et Ferdinand Lassalle

Gustave Mayer, dans un premier volume dont nous avons publié ici même des extraits, nous avait donné une partie de la correspondance du jeune Lassalle. Ces lettres étaient intéressantes, par ce qu'elles nous faisaient connaître de la psychologie du révolutionnaire. Par contre, elles contenaient fort peu de choses sur les origines et le développement du communisme. Il en est tout autrement du troisième volume que Gustave Mayer vient d'éditer (1). La « Correspondance de Lassalle et de Karl Marx » est un document unique ; elle nous montre comme en raccourci, dans le conflit entre deux personnalités aussi géniales que le furent Karl Marx et Lassalle, les antagonismes de tempérament et d'esprit que nous retrouverons dans l'histoire de notre parti. En effet, Karl Marx et Lassalle représentent deux types de révolutionnaires qui s'accorderont toujours difficilement.

Marx était de sept ans plus âgé que Lassalle. Ce fait a son importance dans une période de fermentation comme le fut celle allant de 1840 à 1848, où chaque année apportait des idées nouvelles. Quand Lassalle fit la connaissance de Karl Marx en 1848, celui-ci était directeur de la *Neue Rheinische Zeitung*. Lassalle, à ce moment, était engagé corps et âme dans le procès de la comtesse Hatzfeldt, et tout en étant un enthousiaste de la révolution, décidé à tout entreprendre pour combattre l'injustice, il n'avait pas encore les idées bien formées en politique. La pensée de Karl Marx, par contre, était alors, on le sait, déjà arrivée à la pleine maturité. Aussi, dès ce moment, la supériorité de Karl Marx fut bien établie, ce que Lassalle, d'ailleurs, ne manqua jamais de reconnaître, convaincu qu'il fut toujours que c'était à Karl Marx, dans son grand œuvre, à poser les fondements de la société future.

Après 1848, Marx dut s'exiler à Londres, et c'est à partir de ce moment que commença pour lui la longue période de misère qui dura jusqu'à sa mort. La misère de Karl Marx a joué un rôle trop important dans les rapports qu'il eut avec Lassalle pour qu'on puisse la passer sous silence. Voici, pour en donner une idée, ce qu'écrit Marx à Engels, en 1862 :

« Ma femme me dit tous les jours qu'elle voudrait être au tombeau avec ses enfants. Et, en vérité, je ne puis pas lui en faire grief, car les humiliations, les tourments et les angoisses par lesquels nous avons à passer sont réellement indescriptibles ».

Pour épargner à ses enfants l'humiliation d'être renvoyés de l'école, Marx se voyait forcé de vendre ses dernières hardes et, le jour suivant, il était assiégé par ses créanciers qui le pressaient impitoyablement. Il était donc bien naturel que ses amis lui vinssent en aide, et Lassalle, esprit généreux, certes, ne s'y refusa pas. Mais il y a manière et manière d'aider ses amis, et il en est qui engendrent des malentendus et deviennent la cause de conflits profonds. Lassalle ne manquait jamais de donner en « homme pratique » de bons conseils à Karl Marx, le traitant comme un grand enfant, qui ne savait se débrouiller dans la vie. Ce ton, pour Karl Marx, avait quelque chose de blessant. D'autre part, comme c'est souvent le cas en pareille occasion, si Lassalle était prêt à faire son « possible », il se gardait bien de pousser le sacrifice trop loin. « Il n'y a que peu de gens dont le sort me touche d'aussi près que le tien, et moi qui ai une sympathie infinie pour toute grande force, je vois depuis longtemps, avec rage et tristesse, la tienne minée par la misère ou tout au moins risquant de perdre son élan. » Mais tout en faisant preuve de pareils sentiments, Lassalle, qui après avoir gagné le procès de la comtesse Hatzfeld, se trouvait dans de fort bonnes conditions pécuniaires, se bornait à faire de temps en temps bénéficier Karl Marx de son « superflu », ce qui peut à la rigueur suffire pour apaiser la conscience d'un chrétien « charitable », mais non celle d'un communiste ayant affaire à un Karl Marx.

A ce sujet, il est même quelquefois pénible de voir combien peu Lassalle comprit la situation de Karl Marx. Ainsi, pour ne citer qu'un exemple : quand Karl Marx, en 1860, lui écrivit pour l'engager à collaborer avec lui à un journal ouvrier,

(1) Gustav Mayer. Ferdinand Lassalle. *Nachgelassene Briefe und Schriften*. Dritter Band. *Der Briefwechsel zwischen Lassalle und Marx*, 1922. Deutsche Verlagsanstalt. Stuttgart-Berlin.

voici ce que lui répondit Lassalle : « Je ne veux pas m'éparpiller, je veux concentrer toutes mes forces sur de grandes œuvres. Or, ceci est complètement incompatible avec une collaboration régulière à un journal. Cette concentration me paraît être en quelque sorte un devoir pour celui qui peut s'y vouer, c'est-à-dire pour celui qui, d'une part, en est capable, et de l'autre est dans des conditions matérielles qui lui donnent la liberté de le faire ». C'était dire, en d'autres mots, à Karl Marx : « Moi, qui suis dans l'aisance, j'ai non seulement le droit, mais le devoir de me concentrer tout entier sur mon œuvre, tandis que je trouve parfaitement admissible que toi, dont je reconnais cependant la supériorité, tu fasses une besogne de mercenaire ».

Mais la misère de Karl Marx, qui malheureusement occupe une si large place dans sa correspondance, et les malentendus qui devaient en naître ne suffisent pas à expliquer le conflit latent entre Lassalle et Karl Marx. Il y avait, dans le caractère et dans l'attitude politique de Lassalle, quelque chose qui éveillait des sentiments d'antipathie chez Marx. Ce que celui-ci reproche à son ami, c'est avant tout un certain manque de tact et un besoin de se mettre toujours en avant. Lassalle, dès sa première jeunesse, se croyait destiné à jouer un rôle d'avant-plan dans l'histoire humaine. Ce en quoi il n'avait d'ailleurs pas tort. Mais Marx lui reprochait de faire valoir ses mérites à tout propos, même s'ils ne reposaient sur aucun fait, ou plutôt de s'enorgueillir non pas de tel service qu'il aurait pu rendre à la classe ouvrière, mais en général de tous ses succès, de quelque nature qu'ils fussent : succès mondains, succès scientifiques et autres. Ainsi, après avoir publié son livre sur Héraclite, il ne manqua pas de faire ressortir à Karl Marx que cette œuvre devait le classer parmi les grands savants. De même, il aurait voulu jouer un rôle important dans les événements du jour, même s'il eût fallu sacrifier certaines de ses convictions. Ce qui lui importait, c'était toujours l'action, le succès, la gloire. Marx estimait que de telles personnalités, tout en pouvant être d'une grande utilité pour la cause quand on sait les diriger, risquent souvent de la compromettre, si on n'y prend garde. Aussi, quand il fut question de fonder, à Berlin, un journal, dans la rédaction duquel Lassalle aurait eu une influence prépondérante, Marx, pour sa part, s'y opposa de toutes ses forces. «Lassalle, dit-il, ne pourra rendre de services qu'à la condition de ne pas être plus que les autres rédacteurs, et d'être soumis à une discipline sévère. S'il en était autrement, il ne ferait que nous compromettre. »

D'après ce que nous avons dit, on ne s'étonnera pas si les deux entrevues qu'eurent Karl Marx et Lassalle, l'une dans le quartier populeux de Haverstock Hill où habitait Karl Marx, l'autre à Berlin, dans l'élégante Bellevue-Strasse où se trouvait la maison de Lassalle, n'aient laissé chez les deux amis que des souvenirs plutôt pénibles. Marx et Lassalle ne s'étaient pas vus depuis douze ans. Les lettres qu'ils avaient échangées, d'ailleurs assez irrégulièrement, avaient occasionné, comme nous l'avons dit, beaucoup de malentendus. On pouvait espérer qu'en causant de vive voix, tout s'arrangerait, mais ce fut le contraire qui arriva. Lassalle, pendant son séjour à Londres, développa de grands plans politiques, paraissant oublier l'extrême misère dans laquelle se trouvait son ami. Karl Marx et sa femme d'ailleurs, ne prirent pas ces plans très au sérieux. De ce temps-là, Lassalle n'avait qu'une idée, c'était de détruire l'Autriche, et de se servir, à cet objet, de Napoléon III. Marx et sa femme le traitèrent de « bonapartiste éclairé ». « Lassalle, écrit Marx à Engels, se mettait dans des colères bleues, marchait de long en large, gesticulait et finit par se persuader que j'avais l'esprit trop abstrait pour comprendre la politique ». Aussi tous ces entretiens n'aboutirent-ils qu'à creuser plus profondément l'abîme qui séparait les deux amis.

Il y a quelque chose de profondément tragique dans le conflit de Karl Marx et de Lassalle. En relisant la correspondance échangée entre les deux héros du socialisme moderne, nous serons cependant souvent tentés de prendre le parti de Lasalle. Lassalle, dans ses lettres, semble toujours se donner tout entier, sans arrière-pensée ni réserve. C'est lui qui fait les avances, c'est lui qui, plaidant toujours au nom de leur ancienne amitié, tâche de dissiper les malentendus.

Très souvent, Karl Marx nous semble dur. Cette impression se renforce encore si nous lisons les lettres qu'il écrivit en même temps à Engels et dans lesquelles il juge Lassalle sans aucune bienveillance. On serait presque tenté de dire que Marx s'est montré inhumain envers Lassalle et que ce fut la misère dans laquelle il se trouvait qui mit une certaine amertume dans ses jugements.

On aurait toutefois tort, je crois, de vouloir réduire tout le problème à une question de psychologie. Quelle que soit la sympathie que nous puissions éprouver pour un tempérament généreux et impulsif comme celui de Lassalle, Karl Marx avait quelque raison de croire que des esprits comme Lassalle risquaient, dans certaines circonstances, de constituer un danger pour la cause. Il ne faut pas oublier que le communisme en était à ses débuts, et qu'un des grands et pénibles devoirs auxquels Karl Marx devait s'attacher c'était d'en écarter tout ce qui pouvait le détourner de sa voie et y faire entrer des éléments étrangers. Arrivera le moment où on pourra, ou même où il faudra se servir d'esprits et de tempéraments comme ceux de Lassalle. A une condition pourtant ; que ce soient toujours des esprits de la trempe de Karl Marx qui gardent la direction. C'est à ce moment qu'on pourra rendre pleine justice à l'enthousiasme révolutionnaire et au caractère de Lassalle.

Pour terminer notre esquisse, nous citerons deux passages des lettres que Karl Marx écrivit après la mort tragique de Lassalle :

« La fin tragique de Lassalle, écrit-il à Engels, n'a pas cessé de m'obséder ces jours-ci. Ce fut, malgré tout, un homme de « vieille souche » (en français dans le texte) et l'ennemi de nos ennemis. Quant à ce qui concerne l'événement de sa mort, tu as tout à fait raison. C'est une des nombreuses fautes de goût qu'il a commises dans sa vie. » Mais c'est en écrivant à l'amie de Lassalle, la comtesse Hatzfeldt, que Marx a su trouver les paroles qui semblent apaiser le conflit et unir les deux compagnons de lutte en une suprême réconciliation. « En dehors de tous ses mérites, dit-il, je l'aimais pour lui-même. Hélas, nous nous le sommes toujours caché, comme si nous devions vivre éternellement »...

Nous ne pouvons pas assez recommander à nos lecteurs de lire la correspondance de Marx et de Lassalle. Pour les y inciter, nous nous réservons de publier ici, la semaine prochaine, quelques extraits de lettres dont une surtout, écrite par Lassalle, nous paraît de tout premier intérêt, vu qu'il suffirait d'en changer la date et quelques données pour y trouver une description typique de la situation acueille, surtout en Allemagne.

Alix GUILLAIN.

LA CONTRE-RÉVOLUTION RUSSE D'APRÈS SES PROPRES DOCUMENTS

L'Ataman Krasnov, dernier champion de Kerensky (1)

Quand, le 25 octobre 1917 (7 novembre nouveau style), le prolétariat révolutionnaire de Petrograd s'empara, presque sans effusion de sang, du pouvoir, M. Kérenski, chef du gouvernement provisoire, et M. Tchernov, chef du parti « socialiste-révolutionnaire », se sauvèrent d'abord et ne pensèrent ensuite qu'à *rétablir l'ordre*. A cette fin, tous deux se rendirent aux armées. Mais les troupes en avaient assez de la guerre. Le paysan, mobilisé depuis trois ans, voulait la terre et la paix. Le paysan, revêtu de la capote grise du soldat, était bolchevik. Sur qui compter ? Kérenski et Tchernov ne trouvèrent d'appui que chez les cosaques, habitués depuis de longues années à s'acquitter pour le tsarisme de toutes les besognes de répression. On vit Tchernov préparer, à l'état-major du général Krasnov, des combinaisons ministérielles. Cependant, la guerre civile commençait. Le sang des prétoriens-cosaques coulait, — comme le sang des gardes rouges ouvrières formées à Petrograd et des marins accourus de Cronstadt. Le 14 novembre, sur les hauteurs de Poulkovo, le général Krasnov était battu et fait prisonnier. Mais la révolution ne voulait pas de sang. Elle ne pensait qu'à proclamer la paix. Les rouges rendirent la liberté au général Krasnov sur promesse formelle — parole de soldat ! — de ne plus porter les armes contre les Soviets.

Tient-on parole à des rebelles bons pour la potence ? Est-on lié d'honneur à des gens qui s'attaquent à la propriété ? Le général Krasnov, rendu à la liberté, s'empressa de gagner la région du Don et de s'y mettre à la tête de la contre-révolution. C'est ainsi qu'il est entré dans l'histoire.

Fin 1917, une première vague rouge avait submergé l'Ukraine, le Don, le Kouban, toute la Russie méridionale. L'occupation de l'Ukraine par les Allemands et la concentration des chefs militaires de la réaction russe (Kornilov, Alexeiev, Dénikine) dans les pays cosaques provoquèrent un revirement de situation. Les cosaques, descendants des libres peuples guerriers de la steppe, formés jadis par le rassemblement, aux confins de l'Europe et de l'Orient, des *outlavs* de tous les peuples slaves, — les cosaques pillards et aventuriers, domestiqués au cours des siècles par les tsars auxquels ils fournissaient leur garde du corps, — les cosaques, favoris de l'autocratie, largement pourvus de terres, imbus des traditions de l'obéissance passive, accoutumés à disperser à coups de *nagaïkas* (fouets courts à cordes multiples) les manifestations estudiantines et ouvrières, constituaient une sorte de caste petite-bourgeoise, militaire, ignorante et croyante. Il fut d'autant moins difficile de les soulever contre les Soviets qu'au passage de la révolution dans leurs pays ils avaient souvent été l'objet de représailles de la part d'ouvriers et de paysans dont les épaules portaient, encore fraîches, les marques du knout. — Ainsi, au début de 1918, le général cosaque Doutov combattait les rouges dans l'Oural ; à Ekaterinodar, Dénikine formait son armée de volontaires blancs chez les cosaques du Kouban ; et Krasnov, le 4 mai, à Novotcherkassk, se faisait élire par le *Kroug* (Assemblée populaire) des cosaques du Don, leur *Ataman* (1).

L'ex-compagnon de lutte des socialistes-révolutionnaires Kérenski et Tchernov n'acceptait de régner — c'est le mot juste — sur les cosaques du Don que si le *Kroug* votait sans rien y changer son projet de constitution du nouvel Etat qui allait s'appeler « La Grande Armée du Don ». Ainsi fut fait.

L'Intervention Allemande

Comme il ne pouvait cependant s'illusionner sur ses forces, il lui fallait un suzerain. Et le 5 mai 1918, le Krasnov qui, en novembre 1918, voulait mitrailler avec Kérenski les travailleurs de Petrograd pour les contraindre à continuer la guerre impérialiste contre les Empires Centraux, écrivait à Guillaume II, sollicitait humblement son aide contre le bolchevisme. Les Allemands occupaient l'Ukraine et jusqu'au Donetz ; à Kiev, l'hetman Skoropadski, ancien aide de camp du Tsar, leur créature, faisait semblant de gouverner. Ils ne souhaitaient, déclarèrent-ils à l'autocrate du Don, que le rétablissement de l'ordre en Russie. Ce fut marché conclu. Détail savoureux : à la même date, Krasnov nouait des relations amicales avec la République Socialiste de Géorgie et recevait une ambassade menchevique (le 9 mai, à Novotcherkassk) !

« Sur la prière » de Krasnov, les Allemands laissèrent des garnisons à Rostov et à Taganrog, à proximité des charbonnages du Donetz ; mais ils « firent pression » sur l'Ukraine, qui rendit au Don « ses frontières historiques ». Un major, Kokenhausen, sans, bien entendu, « intervenir dans la politique intérieure du Don », ne manqua pas de laisser entendre que le kaiser tenait à ce que nulle atteinte ne fût portée au prestige de l'ataman. Cela fit taire les partisans des Alliés. Le 5 juin, l'Allemagne reconnaissait officiellement l'Etat du Don, que visitait peu après le général von Arnim. Ils défendaient Taganrog contre une attaque des rouges. Ils livraient, en six semaines, à Krasnov et à Dénikine, 11.651 fusils, 45 canons, 83 mitrailleuses, 109.104 obus, 11.594.721 cartouches.

Le 28 juin, nouvelle lettre de l'ataman Krasnov à Guillaume II. Cette fois, il s'agit de réunir le Don, le Kouban, le Terek, Astrakhan, bref le vaste pays qui s'étend de la mer d'Azov à la mer Caspienne, en un Etat cosaque vassal de l'Allemagne. A l'avance, le patriote russe suppute d'avantageuses amputations de la Grande Russie. Pour des raisons stratégiques, il demande... à l'Allemagne de lui céder Kamychin, Tsarytzin (2), Voronèje, Liski (3). Le Don, en revanche, facilite aux Alle-

(1) D'après les mémoires du général P.-N. Krasnov, publiés par les Archives de la Révolution russe — lisez de la contre-révolution — à Berlin.

(1) Ataman, vieux titre de chef d'armée, conservé par les cosaques depuis des siècles.

(2) Port important sur la Volga. Pétroles.

(3) Nœud de chemins de fer Ukraine-Don.

mands l'exportation des vivres, des cuirs, des laines, des graisses, du tabac, du bétail, de chevaux ; il offre des privilèges au capital allemand. Le tout agrémenté du rappel de souvenirs historiques que nous retrouverons dans un instant, convenablement remanié, dans les messages de Krasnov à Franchet d'Esperey. « Le Don n'oublie pas les services amicaux du peuple allemand aux côtés duquel les cosaques ont combattu, sous Wallenstein, pendant la guerre de Trente Ans, et puis en 1807 et 1913, quand ils défendaient la liberté allemande. »

Allons, le démembrement de la Russie est bien commencé. Le 24 octobre, le major Kokenhausen annonce l'accession au pouvoir du nouveau chancelier Max de Bade, la rupture diplomatique avec les Soviets, l'annulation de la paix de Brest-Litovsk, le renvoi de Ioffe, l'imminente grande offensive allemande contre la Russie rouge. Car le front occidental craque. L'impérialisme allemand veut faire la paix en écrasant et démembrant une Russie révolutionnaire où les alliés, dans leur grande terreur du bolchevisme, le laisseront faire assez volontiers. Krasnov, en y pensant, devient lyrique : « Les régiments allemands fussent entrés à Moscou en libérateurs. L'empereur d'Allemagne eût assumé le rôle d'Alexandre le Béni et tous nos intellectuels martyrisés eussent ouvert leurs cœurs à l'adversaire d'hier ».

Mais, le 9 novembre, ce que Lénine avait prévu arrivait. La révolution allemande sauvait la révolution russe.

Quelle débâcle en Ukraine ! Impossible de suivre les événements tant ils se précipitent, se multiplient. Les Allemands quittent le Donetz, et Krasnov s'aperçoit que « parmi les ouvriers, les bolcheviks y sont restés nombreux ». Toute l'Ukraine n'est plus qu'un volcan en éruption. L'insurrection « socialiste nationale », avec Petlioura, ou bolcheviks, est partout. Skoropadski disparaît.

L'Intervention Alliée

Alors, sans perdre une heure, le patriote Krasnov fait appel aux Alliés. Tant il est vrai qu'il importe peu que les canons destinés à rétablir en Russie l'ordre et la propriété soient allemands ou alliés. On voit un consul français à Jassy, Hainaut (1) « insister vivement auprès du commandement allemand pour que l'ordre soit, par ses soins, maintenu en Ukraine jusqu'à l'arrivée des Alliés ». Déjà, la Sainte Alliance des Alliés et des Empires Centraux contre la Révolution russe s'esquisse. Hélas ! « l'armée allemande est aussi la proie des Soviets de soldats »...

Le général français Berthelot promet qu'il y aura, pour le 20 novembre, une division alliée entre le Dniester et Odessa ; le 27, deux autres divisions doivent arriver de Constantinople, et, pour le 2 décembre, deux ou trois encore...

Ce n'est plus au kaiser que l'ataman écrit, c'est au général Franchet d'Esperey : « Le Don est une république démocratique dont je suis le chef... le Don ne fait la guerre qu'au bolchevisme... Sans l'aide des alliés, la libération de la Russie est impossible... 3 ou 4 corps d'armée (alliés), 90 à 120.000 hommes libéreraient la Russie en trois ou quatre mois... L'Ukraine doit absolument être occupée par des troupes étrangères... » Il en faut d'ailleurs aussi à Toula, Saratov, Samara, Tsaryzin, Penza, Moscou, car c'est dans les moindres villes, au fin fond des provinces, c'est partout qu'il faut libérer la Russie à coups de baïonnettes anglo-françaises... Suit le couplet historique : « En 1914, 15 et 16, en Prusse et en Galicie, nous avons versé notre sang aux côtés des puissances alliées ».

A quoi les alliés répondent exactement comme répondait le kaiser. Dans une conférence tenue à Jassy, le général Berthelot déclare que « *l'Ukraine sera certainement occupée, soit par une armée anglo-française, soit par des troupes que l'Allemagne sera mise en demeure d'y laisser* ». Au besoin, « *toute l'armée de Salonique* » sera envoyée en Russie. Ces déclarations sont faites à l'ancien ministre du tsar, Sazonov, envoyé par Dénikine, et à l'envoyé de Krasnov, le colonel Ianov.

Le général anglais Pool, accompagné d'officiers anglais et français, est, à Ekaterinodar, l'hôte de Dénikine. Une mission militaire anglo-française, composée du capitaine Bond, des lieutenants Blumfeld et Monroe (anglais), du capitaine Hochain et des lieutenants Dupré et Faure, visite le Don. A Taganrog, à Novetcherkassk (29 novembre), le clergé la reçoit, revêtu des ornements sacerdotaux, au son des cloches. Musiques, *Te Deum*, « Dieu sauve le tsar... », jeunes filles en blanc, vieux cosaques décorés... Les alliés, cependant, sont exibés aux populations. On essaie de galvaniser la contre-révolution, à bout de forces, en annonçant l'intervention.

Fin décembre 1918, nouvelle visite : le général Pool, un capitaine Fouquet, représentant du général Franchet d'Esperey, un capitaine Berthelot, le lieutenant Erlich. « J'appelle tout de suite une brigade de Batoum ! » dit le général Pool. « Vous aurez deux bataillons dans dix jours. » — Ils ne vinrent jamais, mais Londres rappela le général, qui trop promettait : car les travailleurs et les soldats anglais n'étaient pas du tout de son avis. Les alliés, du reste, promettent beaucoup et ne donnent guère. Krasnov regrette le bon temps de l'occupation allemande en Ukraine. Au front, les cosaques, las, épuisés, prêtent l'oreille à l'agitation bolchevique, menacent de lâcher pied. En vain le lieutenant français Erlich, renégat du socialisme, qui parle le russe, vient-il discourir devant eux. Leur confiance est telle en l'Ataman que M. Erlich passe pour « un mauvais juif déguisé en officier français et payé pour leur bourrer le crâne ». — Et ce n'est pas si loin de la vérité. Le front croule lentement, tandis que les Français promettent d'occuper Kharkov...

Le capitaine Fouquet, surtout, est catégorique. Une brigade française va venir ; il choisit ses cantonnements, voyage en train spécial, convoque enfin l'Ataman Krasnov pour une entrevue décisive qui a lieu le 28 janvier (1919), à Novotcherkassk, en présence du consul français à Rostov, M. Guillaumet. Là, Fouquet présente à l'Ataman Krasnov, suffoqué, — bien qu'il en ait vu d'autres ! — la liste des conditions du commandement français de la mer Noire. — « Veuillez signer »... — 1. Nous reconnaissons le général Dénikine en qualité de chef suprême... 2. Nous nous soumettons, au point de vue militaire, politique et administratif, à l'autorité du général Franchet d'Esperey. 3. Tous les ordres donnés à l'armée le seront de concert avec le capitaine Fouquet. 4. Le Don s'engage à indemniser tous les citoyens français qui ont, dans la région du Donetz, de quelque façon que ce soit, subi des dommages pendant la révolution ; le Don leur versera le revenu moyen de leurs entreprises perdues pendant les troubles, plus 5 % d'indmnité pour toute inactivité desdites entreprises depuis 1914... Une commission sera formée à cet effet, composée d'industriels et du consul

(1) Ce nom, comme la plupart des noms étrangers cités, est traduit du russe, dont l'orthographe est phonétique. Je ne suis pas sûr de les bien reconstituer en français.

français... » Si ces conditions sont repoussées, le Don restera livré à lui-même. Furent-elles décidément repoussées ? Krasnov en parle avec indignation et relate l'indignation du général Dénikine; mais, quelquefois indignés, les généraux de la contre-révolution n'en étaient pas moins toujours complaisants à l'encontre du capital français...

Au sein de la Contre-Révolution

Jetons maintenant un coup d'œil sur la vie intérieure du Don blanc. D'abord ses relations avec l'armée des volontaires de Denikine qui se forme au Kouban. Denikine est fidèle aux alliés ; mais jusqu'au 9 novembre 1918 ce sont les Allemands qui, par l'intermédiaire du Don, le ravitaillent en armes et munitions. Ce qui occasionnē entre le général Denissov, commandant de l'armée cosaque et Denikine cet échange de dures vérités : « — L'Armée du Don est prostituée aux Allemands... » « Peut-être. Mais alors l'armée des volontaires est le souteneur de la prostituée. » C'est assez dire le ton des relations entre les deux armées blanches. Les cosaques ont un patrimoine régional habilement exploité par Krasnov et son état-major. Denikine, mégalomane, hanté par l'idée de la grande Russie impériale, a horreur du régionalisme qu'il entend briser par la force. Au fond, conflit d'intérêts de classe entre une petite bourgeoisie régionale et une grande bourgeoisie impérialiste, soutenue, naturellement, par l'Entente.

C'est l'Entente (généraux Pool, Berthelot, etc.) qui, après des pourparlers longs et difficiles, impose à Krasnov le commandement suprême du monarchiste Denikine.

Ce Krasnov, autocrate vaniteux et démagogue, pétri de toutes les boues de l'ancien régime, se vante de tolérer à Novotcherkassk, à côté d'un journal monarchiste (*La Sentinelle*) un journal s.-r. (*Le Pays d'Azov, Priazovsky Krai*). Un « socialiste » est chez lui ministre de l'Instruction publique. Kerenski pourant n'est à ses yeux que le « grand traître et provocateur qui ouvrit les voies à Lénine ». Et c'est sur ce soudard que comptaient en 1917 Kerenski et Tchernov pour sauver la démocratie bourgeoise !

La guerre qu'il fait au bolchevisme est une guerre de surprises, de banditisme, où l'on égorge régulièrement les prisonniers. La chose lui paraît toute naturelle et n'est mentionnée dans ses mémoires qu'incidemment à propos de l'exécution de 70 cosaques rouges prisonniers — épisode sans importance.

Sur les détails de cette guerre nous n'insisterons pas. Pendant des années elle devait coûter à la Russie révolutionnaire des flots de sang ; elle devait lui ravir le charbon précieux du Donetz, être ainsi une cause de mort économique et de famine. Elle dura, sur le Don, tant que l'espoir de l'intervention militaire des alliés galvanisa une population arriérée sur laquelle la propagande soviétiste avait prise de plus en plus. Les vieux cosaques, les vieux knouteurs du tsar, suivaient, semble-t-il, l'ataman ; les jeunes étaient souvent rouges, les jeunes à la fin devaient vaincre. A l'époque de sa force, en juillet 1918, Krasnov avait, d'après ses propres chiffres propablement exagérés, 27.000 fantasins, 30.000 cavaliers, 175 canons, 610 mitrailleuses, 20 avions, 4 trains blindés, une flottille de 8 bateaux.

Il fut vaincu, il en convient, par la *propagande* bolchévique qui provoqua la défection de régiments entiers, la révolte du cosaque Fomine à Vecheskaia, la formation spontanée de Soviets dans les villages cosaques. A ce moment les forces de Denikine s'organisèrent au Kouban, avec l'appui sans réserve des alliés. De tous les points de la Russie, anciens officiers et intellectuels reactionnaires accoururent à Ekaterinodar. Denikine pouvait s'opposer à l'invasion du Don par les rouges : il préféra laisser disparaître l'autocratie cosaque de Krasnov, pour se donner ensuite l'avantage de libérer le territoire et de commander ce qui resterait des cosaques du Don en maître absolu. En pleine débâcle du front blanc, l'assemblée cosaque du Don (1er février 1919) convenablement travaillée obligea l'ataman Krasnov et ses hommes à tout faire, les généraux Denissov et Poltakov, à se retirer pour céder la place aux représentants de l'orientation alliée, à Denikine, seul chef de la dictature bourgeoise en Russie, reconnu (c'est-à-dire imposé) par les gouvernement de Paris et de Londres.

Les mémoires de l'Ataman P. N. Krasnov dans lesquels j'ai puisé ma documentation principale, constituent un document psychologique plutôt singulier. L'auteur y parle de lui-même avec une complaisance naïve, toujours à la troisième personne. « L'Ataman dit, l'Ataman fit... » Ce tyranneau intéressé, dont la cruauté a laissé en Russie un profond souvenir, se pavane lourdement devant l'histoire. — Emigré après avoir participé en 1919 à l'agression, terminée en équipée lamentable, de Youdenitch, contre Petrograd, il écrit maintenant à Berlin d'indigestes romans patriotiques. Quelles silhouettes bouffonnes que celles de ces derniers défenseurs de la bourgeoisie russe !

Un dictateur militaire, patriote, jaloux de rétablir l'ordre bourgeois dans son pays, qui se vend tour à tour aux Empires Centraux et aux Alliés ; les deux impérialismes rivaux poursuivant à l'égard de la révolution russe la même politique d'intervention, condamnée à l'échec par les mêmes facteurs sociaux (révolution en Allemagne, protestation de l'opinion ouvrière en France et en Grande-Bretagne) ; des généraux réactionnaires qui se haïssent et s'ntre-dévorent, tous à plat ventre d'ailleurs devant les chefs des missions militaires de l'Entente ; ceux-ci imposant à la réaction russe le chef suprême de leur choix : derrière ces pantins galonnés la profonde querelle, au sein de la contre-révolution, des classes moyennes démocratiques — en l'occurrence les cosaques — et d'une grande bourgeoisie impérialiste ; et dominant tous ces faits la loi terrible de la lutte des classes, — voilà ce que nous avons vu dans ce tableau sommaire des coulisses de la guerre civile dans la région du Don et du Donetz l'an II de la Révolution.

Victor SERGE.

Bulletin Communiste

Le Numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	13 »	14 »
12 mois	26 »	28 »

Adresser la correspondance concernant l'administration à RENÉ REYNAUD, 142, *rue Montmartre.*

Le développement du Capitalisme américain

L'Europe d'hier et l'Europe d'aujourd'hui

La crise dont souffre le capital européen est insoluble. Il est hors de doute que le capitalisme européen a terminé maintenant son rôle de dominateur du monde. Le sort de l'Angleterre est significatif pour l'avenir de l'Europe.

L'Angleterre est arrivée à évincer l'Allemagne des rangs de ses concurrents, à mettre l'Europe, qui doit se procurer des matières premières, sous sa dépendance complète, et l'Angleterre arrivera peut-être, un jour ou l'autre, à faire travailler l'industrie allemande pour ses propres buts et à utiliser les entrepreneurs, les ingénieurs et les techniciens allemands comme pionniers du capital anglais. Le capitalisme anglais a élargi sa sphère d'action en Asie, en Afrique et en Europe. Mais l'Angleterre, aujourd'hui le représentant du capital européen, a acheté cette « victoire » au prix de gros sacrifices. Le renforcement de l'impérialisme français est moins à craindre que l'effondrement du capital anglais. La puissance du capital londonien diminue de plus en plus.

La cause primordiale de cette déchéance ne réside pas dans l'endettement actuel de l'Angleterre et des autres Etats européens, ni dans la crise économique actuelle, ni dans l'état technique arriéré actuel de l'appareil de production, ni dans le problème actuel et insoluble des réparations, ni dans le problème russe. La situation du capita européen est plus sérieuse. La guerre a considérablement diminué la productivité de l'Europe, détruit des valeurs et des forces productives vivantes dans des proportions formidables et, en même temps, a enlevé au capital européen la possibilité de regagner ce qu'il a perdu. En outre, la guerre a fortifié d'autres Etats capitalistes sur d'autres continents et a activé l'industrialisation de certains pays jusqu'ici précapitalistes. Et cela à tel point que le capital européen se trouve aujourd'hui dans une situation toute différente de celle d'avant-guerre.

Avant la guerre, le capital européen régnait, politiquement et économiquement, sur le monde entier. Les grands Etats européens : l'Angleterre, l'Allemagne et la France, étaient des Etats créanciers, et la plupart des Etats des autres continents étaient leurs débiteurs. Londres n'était pas seulement le centre financier du monde. Londres était, et tout naturellement, pour les matières premières les plus importantes, l'intermédiaire qui contrôlait et fixait les prix.

Depuis le début de la guerre, la plus grande partie de la production, dans presque tous les pays européens, fut employée pour les besoins de la guerre. L'exportation devint de plus en plus faible, les besoins d'importer toujours plus grands. Ainsi, à l'encontre du bilan du temps de paix, le bilan global des pays européens devint passif. En 1921, la passivité du bilan commercial total de tous les pays européens *atteignait la somme de près de deux milliards de dollars.*

L'Amérique surpasse l'Europe

En 1921, c'est-à-dire dans la même année, le bilan commercial des Etats-Unis d'Amérique, malgré la crise économique, accusait un *actif* de 2 milliards de dollars. A la même époque, les dettes additionnées de tous les Etats européens à l'Amérique se montaient à 14 ou 15 milliards de dollars. Ces chiffres montrent clairement quels changements sont survenus, depuis 1914, dans les relations entre l'Amérique et l'Europe.

Tandis que le capital européen perdait de plus en plus ses débouchés et ses marchés, les Etats Unis n'augmentaient pas seulement leurs exportations en Europe, mais multipliaient leurs rapports commerciaux avec les Etats de l'Amérique du Sud, avec le Canada, l'Australie et, avant tout, avec les pays de l'Asie orientale. Ces territoires, qui avant la guerre étaient économiquement dominés par le capital européen, se détachent maintenant de ce dernier. Un développement se produit qui mine, chaque jour davantage, la domination de l'Angleterre sur ses dominions et ses colonies.

La guerre n'est pas la raison première de cet état de faits. La guerre n'a fait qu'accélérer ce processus de décomposition.

Les mines de charbon des Etats-Unis ne fournissaient, en 1870, que le 1/8e de la production mondiale du charbon. En 1913, elles fournissaient déjà les 2/5. Les Etats-Unis n'exportent du charbon que depuis le début de la guerre. En 1913, la production mondiale de la houille s'élevait à 1.34 milliard de tonnes, dont le 38,5 % était produit par les Etats-Unis. En 1920, la production mondiale descendait à 1,30 milliard de tonnes, dont les Etats-Unis fournissaient le 45 %. En 1921, la production mondiale descendait encore à 1,1 milliard de tonnes, dont les Etats-Unis produisaient le 40,1 %. En Allemagne, on enregistrait, en 1921, une amélioration de la production sur 1920. En France et en Russie, le même phénomène se produisait. La production de la Russie, particulièrement, était le double de celle de 1920. En même temps, la production de fer de l'Amérique augmentait dans les mêmes proportions. En 1913, l'Amérique produisait environ le tiers de tout le fer et de tout l'acier du monde, et en 1920, malgré la crise économique, la moitié environ. En 1860, l'Amérique exportait le 87 % de matières premières et le 13 % seulement d'objets manufacturés ou mi-manufacturés. Avant la guerre, l'Amérique exportait autant d'objets manufacturés que l'Europe. En 1920, elle n'exportait plus qu'un tiers de matières premières, mais les deux tiers de produits manufacturés et mi-manufacturés. Ceci est une preuve du développement industriel américain. Enfin, tandis que l'Amérique ne possédait avant la guerre que le 9 % de la flotte de commerce mondiale, elle possédait, après la guerre, le 27 % de la flotte de commerce du monde entier.

Le change reflète fidèlement ces changements.

Le dollar américain est devenu l'unité internationale. Plus de la moitié de l'or du monde se trouve aujourd'hui concentrée aux Etats-Unis.

L'Europe a besoin du secours de l'Amérique

Tous ces chiffres démontrent nettement la supériorité du capital américain sur le capital anglais. La bourgeoisie des Etats européens est pleinement consciente de sa faiblesse. La Conférence de Gênes débuta par un appel au secours de Lloyd George à l'Amérique et se termina par une invitation à l'Amérique de participer à la Conférence de La Haye.

Mais, chaque fois que l'Europe demande du secours à l'Amérique, cette dernière refuse de participer réellement aux tentatives de reconstruction d l'Europe. Ce refus est basé sur la doctrine du président Monroë (2 décembre 1823). Mais, à cette époque, le mot d'ordre de non-intervention dans les affaires européennes signifiait une défense au capital européen de s'immiscer dans les affaires américaines, une défense au capital européen d'exploiter l'Amérique Centrale et l'Amérique du Sud. Aujourd'hui, le refus de l'Amérique signifie que le jeune et vigoureux capital américain ne veut pas se laisser entraîner dans l'abîme par le capital européen et qu'il n'a aucun intérêt à permettre au capital européen de se relever, de recouvrer son autonomie pour le concurrencer. La situation peu claire de l'Europe est très avantageuse pour le capital américain. L'Amérique du Sud et, avant tout, l'Asie orientale sont, pour l'Amérique, d'un très grand intérêt. La situation de l'Europe facilite à l'Amérique la colonisation de l'Asie orientale et en particulier de la Chine. Cette colonisation de l'Asie orientale, c'était le but que la bourgeoisie américaine se proposait d'atteindre avec la Conférence de Washington.

Le nouveau type du capitaliste

Dans la spécialisation, l'industrie américaine a atteint un degré très élevé. Beaucoup d'entreprises se limitent à la fabrication en masse de produits bien définis ou de pièces détachées.

Ford est le directeur de la *Motor Ford Cie* ». Il représente aujourd'hui le type avancé de l'entrepreneur américain qui travaille et exploite ses ouvriers avec les moyens d'organisation et de technique les plus raffinés.

En peu de temps, Ford a su mettre la main sur environ la moitié de l'industrie automobile américaine. Il s'approvisionne lui-même en charbon, benzine, métal, etc., etc., c'est-à-dire en matières premières nécessaires à son industrie. Il a acheté jusqu'à des lignes de chemin de fer. Dans les entreprises Ford, on fabrique spécialement un type bien défini d'auto, une petite automobile. L'administration est partout d'une simplicité modèle. Au point de vue technique et au point de vue de l'organisation, la production est perfectionnée. Un ouvrier reçoit un salaire minimum de 6 dollars par jour. Par le système de « la participation aux bénéfices », par des contrats de travail, il stimule ses ouvriers et intensifie le travail. En même temps, le prix de revient minimum d'une automobile permet un prix de vente très bas et procure des débouchés formidables. Les entreprises Ford produisent environ 3.000 autos par jour. Ainsi, Ford évince, les uns après les autres, tous ses concurrents.

Aussi longtemps que toute la bourgeoisie américaine n'appliquera pas les méthodes de travail de Ford, aussi longtemps qu'il existera une telle différence de salaires entre ceux payés par Ford et ceux payés par les autres industriels américains, les ouvriers des usines Ford ne reconnaîtront que difficilement qu'ils sont victimes d'une exploitation raffinée. Car Ford donne des salaires beaucoup plus élevée que la moyenne générale — cela au détriment de ses concurrents et au détriment surtout du prolétariat des autres entreprises, qui est, ou contraint au chômage parce que l'entreprise, ne pouvant concurrencer Ford, est obligée de fermer, ou contraint à travailler plus et à toucher des salaires moindres pour que l'entreprise puisse concurrencer Ford

La lutte que Ford et les entrepreneurs modernes ont entreprise contre les trusts d'aujourd'hui viendra un jour ou l'autre sur le terrain politique. Durant un certain temps, il essaiera de lier à lui de grandes masses d'ouvriers et de farmers. La tentative de Ford d'affronter seul les partis démocrate et républicain, les soutiens des trusts américains, et d'essayer, sans eux, de se faire élire à la présidence de la République des Etats-Unis, prouve que la lutte débute sur le terrain politique.

Le capital américain prépare ses propres fossoyeurs

L'accroissement de la puissance des Etats-Unis, l'exploitation, peut-être prochaine et directe, de l'Europe par l'Amérique, la conquête de nouveaux marchés, les changements qui se produisent dans l'organisation du capital américain, tout cela ne s'accomplit pas sans que se crée, contre la bourgeoisie américaine, à l'intérieur et à l'extérieur des frontières de l'Amérique, une armée ennemie qui grandit chaque jour.

Déjà, la conquête des marchés de l'Amérique du Sud est la cause d'une lutte entre les capitalismes japonais et américain. En Asie orientale, le conflit entre le Japon et l'Amérique a pris une forme aiguë. Le jeune capitalisme japonais, qui s'est développé ces dernières années, et la vieille Europe ruinée ne sont pas les seuls adversaires des Etats-Unis. Il existe un plus grand danger encore pour l'Amérique, et pour l'avenir de l'Amérique. Chaque placement de capital qu'un capitaliste américain fait aujourd'hui en Chine ou dans les autres territoires du continent asiatique, favorise le développement et le renforcement d'une bourgeoisie indigène. La lutte avec ces pays, dont la population compte des centaines de millions d'hommes disciplinés au travail depuis des milliers d'années, qui possèdent d'immenses trésors naturels, incitera à la révolte les forces productives du capital américain, les millions de petits farmers et, avant tout, les ouvriers ; les illusions de « paix sociale » s'écrouleront et une guerre des classes inouïe commencera.

Aujourd'hui, le capital financier américain, représenté par Morgan, est la puissance capitaliste la plus forte du monde. Demain, le capital américain, qui sera représenté par des hommes comme Ford, occupera une position internationale plus forte encore qu'aujourd'hui. Mais demain, déjà, les antagonismes avec le Japon se seront aiguisés et les antagonismes avec la bourgeoisie du continent asiatique se seront développés. La situation dans laquelle se trouvera l'Amérique vis-à-vis de la nouvelle puissance qui se développera ne sera pas autre que la situation dans laquelle se trouve aujourd'hui l'Europe vis-à-vis de l'Amérique.

Alexander FRIERDRICH.

(Traduit de l'allemand par Pierre Franklin.)

LA RÉVOLUTION PROCHAINE

Nombreux sont les ouvriers français, nombreux même les camarades de notre Parti Communiste qui croient à une stabilisation du régime capitaliste après l'ébranlement de la fin de la guerre.

Les grandes batailles révolutionnaires de l'Europe orientale et centrale, les grèves qui surgirent dans tous les grands pays industriels au lendemain de l'armistice, les concessions accordées par l'Etat et le capital aux travailleurs démobilisés et aux ouvriers revendiquant de meilleures conditions de travail, ont été suivies de dures répressions.

La trahison générale des chefs socialistes et syndicaux, en paralysant le mouvement révolutionnaire grandissant, a permis à la bourgeoisie de se ressaisir et de passer à l'offensive. Le prolétariat, divisé par suite de la trahison de ses vieilles organisations, privé de guides et de cadres sûrs, c'est-à-dire de partis communistes, a reculé partout. Depuis 1920, ce ne sont que mouvements qui avortent et grèves qui échouent.

Il en est résulté cette croyance assez répandue dans la classe ouvrière, que la révolution subit un temps d'arrêt prolongé. L'idée, très vague dans l'esprit des ouvriers, a été théorisée par les doctrinaires de l'opportunisme. Notamment, Hilferding et Otto Bauer ont tenté de démontrer que le capitalisme avait pu surmonter sa crise et se consolider, — ceci afin de justifier le renoncement des opportunistes à la révolution, leur résignation à l'ordre de choses actuel.

Les communistes sont d'une opinion absolument contraire, et ils n'ont cessé de déclarer que la stabilisation du capitalisme n'était nullement démontrée, que le mouvement révolutionnaire continue dans sa ligne fondamentale avec quelques fluctuations et dépressions inévitables. Les thèses de Varga et Trotsky, votées au 3e Congrès communiste mondial, établissent l'irrémédiable rupture d'équilibre dans les rapports économiques et sociaux des grands états capitalistes, rupture d'équilibre qui crée les conditions révolutionnaires.

Les événements donnent raison aux communistes. Un an s'est écoulé depuis le 3e Congrès mondial et déjà la recrudescence de la lutte révolutionnaire du prolétariat apparaît prochaine. La catastrophe financière en Europe centrale plonge dans la misère l'énorme masse des travailleurs, qui n'ont d'autre issue que la conquête du pouvoir, la main mise sur les stocks, les sources de matières premières, les moyens de production.

L'Allemagne marche à grands pas vers sa seconde révolution. Il faudrait être aveugle pour ne pas voir que le pouvoir social-démocrate de demain formé par la coalition des majoritaires et des ci-devant indépendants, sera inévitablement conduit, sous la pression des masses de moins en moins patientes, à des mesures de guerre civile qui s'enchaîneront jusqu'aux plus extrêmes conséquences. Dans une guerre civile qui va se développant, le Parti Communiste, seul parti consciemment révolutionnaire du prolétariat, est appelé à jouer un rôle de plus en plus prépondérant.

L'Autriche réduite à la plus atroce misère par la politique esclavagiste des Alliés, suivra toute révolution ouvrière qui se produira dans un pays contigu. Son prolétariat, trahi par la social-démocratie, qui exerce plus d'influence encore en Autriche qu'en Allemagne, manifeste déjà dans la rue sa volonté de conquérir des conditions de vie supportables. L'isolement et la menace des armées de l'Entente l'arrêtent seuls, mais la fin de son isolement serait la fin de son hésitation.

L'Italie est depuis deux ans en état de guerre civile permanente. Depuis l'inqualifiable trahison des chefs syndicaux et socialistes lors de l'occupation triomphante des usines, le capital, mal défendu par un Etat désorganisé, a créé ses moyens de défense et d'attaque. Le fascisme, c'est-à-dire l'organisation de la violence antiouvrière, de la destruction et de l'assassinat contre-révolutionnaires, domine le pays et s'emparera demain du pouvoir. Qu'il le fasse par un coup d'Etat militaire ou par la conquête du Parlement à la faveur de nouvelles élections qui s'accompliraient en pleine terreur blanche, il est inévitable qu'il atteigne les sommets de l'Etat. Une telle réaction ne sera combattue efficacement que par le front ouvrier unique et vaincue définitivement que par une armée rouge prolétarienne. Aux mitrailleuses et aux canons fascistes, il n'est d'autre réponse possible que celle des canons et des mitrailleuses révolutionnaires. A la terreur blanche, d'autre réponse que la terreur rouge. A la dictature prétorienne, d'autre réponse que la dictature du prolétariat.

La révolution gronde en Europe et aucune frontière ne l'arrêtera. Tout prolétariat insurgé trouvera dans la République des Soviets de Russie une alliée puissante et sûre. Tout prolétariat insurgé doit pouvoir compter sur le prolétariat des autres pays. L'Internationale Communiste est là, cette incarnation vivante de la solidarité prolétarienne révolutionnaire. Les sections de l'Internationale doivent se tenir prêtes.

Et notre section française ? Il est temps qu'elle s'élève à la hauteur de sa tâche, qui sera lourde. Il est temps qu'elle s'organise et se discipline, c'est-à-dire qu'elle répudie ses errements d'hier, qu'elle fasse taire les rhéteurs, les bavards, les brouillons et les démagogues. Il est temps quelle devienne un véritable Parti Communiste, prêt à entraîner la classe ouvrière dans la lutte générale.

Une solidarité totale avec l'Internationale Communiste, telle est à la fois la condition et le moyen de sa transformation en Parti Communiste.

Boris SOUVARINE.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.

Le Gérant : R. APERCE.

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2e)
Georges Dangon, imprimeur